EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 octobre 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 23 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Daniel GAGNON - Nicolas ISNARD - Richard MALLIÉ - Pascal MONTECOT - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

DEVT 003-2599/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille pour la réalisation d'une étude dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain à Air Bel à Marseille 11ème arrondissement

MET 17/4912/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La cité Air Bel, située dans le quartier de La Pomme dans le 11ème arrondissement de Marseille, est classée quartier prioritaire pour la Politique de la Ville, et « quartier d'intérêt national » par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Elle se trouve également en zone de sécurité prioritaire. Il s'agit d'un habitat exclusivement social (copropriété de trois bailleurs sociaux) confronté à de nombreuses difficultés. Dans ce contexte, un Programme de Renouvellement Urbain (PRU) est en cours de définition.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en concertation avec le GIP Marseille Rénovation Urbaine, souhaitent mettre en œuvre en partenariat une Evaluation d'Impact sur la Santé (EIS) sur certaines composantes du Projet de Renouvellement Urbain, notamment les aménagements liés à la création des deux voies traversant le site.

L'Evaluation d'Impact sur la Santé a pour objet d'identifier les éléments du projet urbain qui pourraient avoir des effets favorables ou défavorables sur la santé de la population.

Outil d'aide à la décision, elle est destinée à produire des recommandations visant à éviter les répercussions négatives et maximiser les effets potentiellement positifs du projet urbain sur la santé. Elle permet d'intégrer ou de renforcer l'intégration de la dimension « promotion de la santé » dans les projets urbains et en particulier de prendre en compte les besoins des populations dites vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, ...).

**Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 27 octobre 2017**

Elle s'appuie sur une vision holistique de la santé qui reconnaît l'influence majoritaire sur la santé d'un ensemble de déterminants physiques, sociaux et économiques. A ce titre, les environnements physiques et le cadre de vie sont des déterminants importants de la santé de la population et des individus. L'aménagement du territoire constitue donc un levier d'action important pour la santé publique.

Cette EIS vise donc à produire des recommandations qui seront intégrées au projet urbain et aboutiront à améliorer la santé des habitants d'Air Bel.

L'EIS sera de nature participative, elle associera l'ensemble des parties prenantes dont les habitants.

Il s'agira de la première Evaluation d'Impact sur la Santé sur un Quartier Politique de la Ville de Marseille qui, en fonction des résultats de cette première expérimentation, pourrait être développée sur d'autres sites

Cette démarche s'inscrit dans les objectifs fixés à la fois par le Contrat de Ville 2015-2020, le Projet de Territoire du Grand Sud Huveaune et le Plan Local de Santé Publique de l'Atelier Santé Ville du Grand Sud Huveaune.

Le porteur de l'EIS est la Ville de Marseille (Direction santé publique et personnes handicapées)

Elle a obtenu une réponse favorable de financement de ce projet évalué à 77 000 euros de la part de l'Agence Régionale de Santé (25 000 euros) et de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (7000 euros).

La Métropole Aix-Marseille-Provence apportera un appui financier et opérationnel au projet.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention permettant de définir les modalités pratiques de ce partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ainsi que la participation financière de la Métropole pour un montant de 15 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Le Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole 2015-2020, signé le 17 juillet 2015, approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 29 juin 2015 et le Conseil communautaire de MPM le 3 juillet 2015, entre autres institutions.
- Le Projet de Territoire Grand Sud Huveaune intégré dans le cahier 3 du Contrat de Ville susvisé ;
- Le Plan Local de Santé Publique de l'Atelier Santé Ville Grand Sud Huveaune approuvé le 13 janvier 2014 et prorogé jusqu'en 2020 le 4 mars 2016 par le Comité de Pilotage composé de la Préfecture des Bouches du Rhône (PDEC), de la Ville de Marseille, de l'Agence Régionale de Santé, du GIP Politique de la Ville, de la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie des Bouches du Rhône, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ; des services de l'Education Nationale des Bouches du Rhône ;

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 27 octobre 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une politique en faveur de la lutte contre les inégalités territoriales de santé et d'une meilleure prise en compte des enjeux sanitaires et environnementaux dans les quartiers prioritaires de la Ville, notamment dans le cadre de la Politique de la Ville, et plus particulièrement dans le cadre des Ateliers Santé Ville ;
- Que la réalisation d'une Evaluation d'Impact sur la Santé (EIS) sur certaines composantes du Projet de Renouvellement Urbain d'Air Bel s'inscrit dans le cadre de la politique engagée ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement à la Ville de Marseille de la somme de 15 000 euros au titre de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la réalisation de cette étude.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille relative à la réalisation d'une étude dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain d'Air Bel à Marseille.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique E110, Nature 6574, Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Vice-Présidente Déléguée
Habitat, Logement et Politique de la Ville

Arlette FRUCTUS

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 27 octobre 2017